

# COMMENT PEUT-ON ÊTRE INDIEN AUX ÉTATS-UNIS AUJOURD'HUI ?

Nelcya Delanoë

Volume 36, numéro 1, 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1081773ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1081773ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

## Éditeur(s)

Recherches amérindiennes au Québec

## ISSN

0318-4137 (imprimé)

1923-5151 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

## Citer ce document

Delanoë, N. (2006). COMMENT PEUT-ON ÊTRE INDIEN AUX ÉTATS-UNIS  
AUJOURD'HUI ? *Recherches amérindiennes au Québec*, 36(1), 98-100.  
<https://doi.org/10.7202/1081773ar>

## Et aux États-Unis ?

### COMMENT PEUT-ON ÊTRE INDIEN AUX ÉTATS-UNIS AUJOURD'HUI ?

Nelcy Delanoë  
Professeur émérite  
Université Paris-X, Nanterre

#### HISTOIRE INDIENNE ?

En 1990, le recensement indique 1,8 million d'Amérindiens, soit le double de 1980. En 2000, ils étaient 4,3 millions, dont 2,5 se déclarant entièrement Amérindiens et 1,6 partiellement Amérindiens<sup>1</sup>. Parmi ceux-ci, 3,1 millions d'Amérindiens se disent membres d'une tribu, et 538 000 vivent dans une réserve ou autre terre fédérale. Enfin, 381 000 Amérindiens disent parler une langue amérindienne.

En 1978, la Cour suprême a décidé que la définition des critères d'appartenance tribale revient au seul gouvernement tribal. Ainsi les Cherokees d'Oklahoma reconnaissent-ils comme membre quiconque peut prouver qu'il figurait sur le rôle tribal de 1906, ce qui fait de cette nation la plus importante des États-Unis, avec 697 400 membres. Et ce qui fait dire à nombre d'Amérindiens qu'il ne s'agit évidemment pas là... de « vrais Indiens ».

Se pose et se repose donc, de façon lancinante, la question de la qualification de l'indianité, comprise différemment par la nation, le Bureau du recensement, le Bureau des Affaires indiennes, les citoyens américains, les Amérindiens... Cette question se double de celle de l'origine des Amérindiens, objet de nouveaux conflits depuis l'affaire de l'Homme de Kennewick. Elle contraint les intéressés – Amérindiens, juges, membres du Congrès, chercheurs – à de constants allers et retours dans le temps et l'histoire – histoire précolombienne, coloniale et « postcoloniale », afin de récupérer, exhumer et réinterpréter données et repères. Mais ceux-ci sont brouillés à leur tour, au fil d'affrontements intra et inter-tribaux de même qu'avec bien des Américains non indiens. L'histoire, travaillée au corps autant qu'elle travaille le corps des sociétés américaines et amérindiennes, accouche

de nouveaux paradoxes, vraisemblables prolégomènes d'une redéfinition complète des relations entre peuples des Amériques. Après tout, il ne s'agit pas moins que de l'origine de l'humanité et de la configuration de son avenir en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle.

L'archéologie constitue pour les autochtones une source d'informations qui tient de la source de jouvence. Aussi, à chaque site accidentellement révélé, ceux-ci se battent-ils pour que des fouilles systématiques soient entreprises – quitte à les suspendre ensuite, au nom du respect des morts. Des pans entiers d'une préhistoire américaine encore balbutiante sont ainsi remis en valeur et à l'honneur dans les communautés.

Ainsi, en décembre 2004 dans l'État de Washington, à l'occasion de la réparation d'un pont, un village indien du XVII<sup>e</sup> siècle a été découvert, avec ses milliers d'objets, ses maisons, ses sites de danses, ses cimetières et leurs centaines de squelettes, souvent enterrés en groupes familiaux. Datant d'avant l'arrivée des Européens, il s'agit peut-être du site archéologique le plus important jamais trouvé aux États-Unis. Il a été identifié comme celui de Tse-Wit zen. Les squelettes seraient ceux des ancêtres de la nation des Elwha Klallam (800 personnes), qui vit non loin, au nord-ouest de Seattle. Chaque squelette a été béni et mis dans un cercueil en cèdre selon le rituel, puis inhumé dans un lieu secret. En accord avec la nation, qui envisage de demander qu'une partie au moins de ce site lui soit rendue (Los Angeles Times 2004b), l'État a accepté de mettre un terme aux travaux et aux fouilles.

Comme le dit Audie Huber, porte-parole des Umatillas, Yakamas, Nez percés et Colvilles dans l'affaire de l'Homme de Kennewick : « Nous ne sommes pas opposés à la science, nous ne sommes pas des Luddites... mais en matière d'autorité sur les tombes de nos ancêtres, c'est toujours nous qui avons dû passer des compromis » (Washington Post 2004c). Et de fait, depuis 1990, le NAGPRA (*Native American Graves Protection and Repatriation Act*) reconnaît aux Amérindiens qui peuvent prouver leur autochtonie continue sur un site le droit, d'une part, de décider du sort de leurs squelettes, ossements et autres objets, funéraires ou pas, et, d'autre part, de demander la restitution de ceux qui se trouvent dans des musées ou des universités, par exemple, de même que de soustraire ceux-ci à la curiosité des

chercheurs comme du public, considérée comme sacrilège.

Cela dit, prouver sa filiation dans l'autochtonie sur plusieurs siècles devant des cours américaines n'est pas chose aisée. D'autant plus que, depuis sa découverte en 1996, des chercheurs affirment, contre d'autres chercheurs et contre certaines nations, que l'Homme de Kennewick, vieux de 9500 ans, ne serait pas... un Amérindien ! En février 2004, ces anthropologues ont obtenu des cours l'autorisation de reprendre leurs explorations sur les origines de ce squelette<sup>2</sup>. Aussi, sentant le danger, le sénateur républicain Ben Nighthorse Campbell<sup>3</sup> (cheyenne) a-t-il soumis un projet de loi intitulé « *Native Americans Technical Corrections Act of 2004* ». Il s'agirait de modifier légèrement la section 14 du NAGPRA, c'est-à-dire la définition de qui est Amérindien. De « quelqu'un qui est membre de ou lié à une tribu, un peuple ou une culture qui est indigène des États-Unis », on passerait à « qui est ou fut indigène des États-Unis ».

Cette variation sur le temps grammatical de l'auxiliaire du verbe *to be* suffirait-elle à régler la question des origines préhistoriques des Amérindiens, – au demeurant vieille comme l'histoire de la préhistoire américaine – et visiblement utilisée pour retirer à ceux-ci leur titre de « Premiers Américains » et, avec lui, réviser leurs droits ? La boîte de Pandore est en tout cas ouverte.

Plus proche de nous, le champ de l'histoire regorge de questions non moins impératives, mais plus abordables. Aussi assiste-t-on un peu partout en terre indienne à l'organisation de manifestations *in situ*, destinées à représenter un événement marquant de l'histoire de telle nation autochtone, dont l'existence est ainsi réaffirmée et célébrée. Il s'agit également, par cette commémoration-célébration, de graver dans la conscience des membres de cette nation aussi bien que dans celle des non autochtones un événement historique qui a pourtant été occulté ou déformé (par les conquérants ou par leurs victimes, ou par les deux). Réinscription mémorielle et rectification historique, cette mise en acte a également une visée didactique : après l'histoire des vainqueurs, celle des vaincus, désormais coscripteurs de leur histoire comme de l'histoire américaine.

En 1863 en Californie du Nord, des soldats américains avaient encerclé 461 Indiens<sup>4</sup> à Chico Landing et les avaient conduits, par une marche forcée,

à travers la vallée de Sacramento – un voyage de 160 kilomètres qui dura quatorze jours – jusqu'à la réserve de Nome Cult. À l'arrivée, ils n'étaient plus que 277. Depuis 1996, le 4 septembre de chaque année, leurs descendants suivent à pied cette route de la déportation, désormais balisée par le United States Forest Service. Ce rituel a été élaboré pour transmettre aux jeunes générations le récit d'une histoire douloureuse, celle de leurs aînés, qu'ils avaient d'ailleurs presque tous effacée, tenue secrète ou trafiquée, certains préférant se faire passer pour Mexicains, par exemple.

Enfin, au-delà d'une œuvre de mémoire et d'un travail pédagogique, il s'agit, avec cette mise en représentation du refoulé, de crever un abcès, de panser une blessure, de se soigner et de guérir – *healing*. La reconstitution processionnaire de cette « Piste des Larmes » californienne, comme on l'appelle, n'est qu'un des multiples exemples de ce type de « passion » que les Autochtones revivent désormais à travers tout le territoire des États-Unis – piste des larmes de 1838, massacre de Sand Creek (1864), de Wounded Knee (1890) pour ne citer que les plus connus. C'est alors l'occasion de revenir au récit historique – publication d'articles, de documentaires et de recherches faites par des membres de la communauté, ou de l'extérieur ; mobilisation de l'histoire orale, croisée parfois avec les archives. Et d'inaugurer un monument commémoratif – ainsi, en juin 2005, les Apaches Mescaleros et les Navajos ont-ils dédié le *Bosque Redondo Memorial* aux 9000 personnes déportées et incarcérées de 1863 à 1868, en hommage. Le but ? Honorer morts, martyrs et victimes et, ce faisant, affirmer un lien identitaire qui va des temps précoloniaux à l'époque contemporaine, au point parfois de nier le mouvement et la modification, rétablir une continuité malgré la rupture et réintroduire du sens malgré le rapt des repères. Par ce processus, honneur et justice bafoués peuvent également être rendus, même longtemps après les faits.

Il en est ainsi du travail accompli par le Comité pour l'exonération du chef Leschi, composé de Nisquallys qui ont lutté depuis l'an 2000 pour exhumer la véritable histoire de Leschi. Condamné à mort pour avoir « assassiné un milicien blanc », Leschi avait été pendu le 19 février 1858 dans le territoire qui allait devenir l'État de Washington. Cette exécution signa la fin de la libre

vie des Nisquallys et des nations du Puget Sound<sup>5</sup>.

En 2004, une loi et une décision de la Cour suprême de l'État du Washington instaurent une Historical Court of Inquiry and Justice<sup>6</sup>, chargée de reprendre tout le dossier, puis de rendre son verdict – Lechi était-il un assassin ? Dénué de toute valeur juridique, ce verdict aurait en tout cas le poids d'une analyse émanant des plus grands arbitres du droit de l'État. Dans sa conclusion, la Historical Court of Inquiry and Justice a rappelé qu'en 1858, l'état de guerre prévalait entre l'armée américaine et les Indiens de la région. En tant que combattant légal, le chef Leschi n'aurait donc pas dû être jugé pour crime. Ainsi ce verdict « l'exonorait » enfin. En 2002 déjà, l'État du Massachusetts avait « exonéré » cinq femmes convaincues de sorcellerie et brûlées vives trois siècles auparavant.

En 2005, une vingtaine de nations confédérées de la réserve umatilla ont décidé de commémorer les dix traités (1854 à 1856) qui ouvrirent tout le Pacifique Nord-Ouest – Washington, Oregon, Idaho et Montana – à la colonisation et reléguèrent environ soixante-dix nations dans des réserves. Leur projet est certes de rappeler les étapes et les manifestations de la dépossession infligées par ces traités. Mais, dépassant l'histoire-procès et le rôle de victimes, il entend célébrer tout ce que ces nations ont réussi à construire depuis, en utilisant précisément ces mêmes traités – protection de l'environnement et des ressources naturelles, station de tourisme, développement agricole, casinos –, véritable renaissance sociale, économique et politique (News from Indian Country 2005a).

Après la perte, la reconstitution. Après le deuil, la célébration. Après les victimes, les héros : « Louons maintenant les grands hommes ».

## HISTOIRE AMÉRICAINE ?

Au-delà de la rhétorique répandue selon laquelle un autochtone serait par essence proche des origines de notre planète (faune, flore et humanité comprises), on peut se demander comment se passe, parfois ou nécessairement, l'inscription des autochtones dans la société étatsunienne du XXI<sup>e</sup> siècle. Leur tenace lutte pour leurs droits et leur reconnaissance ne les met en effet pas à l'abri de l'histoire économique et sociale dans laquelle ils sont pris et à laquelle ils participent – stratégies de l'État-membre,

de l'État fédéral, du gouvernement tribal, rapports de force, rackets, corruption – toutes questions cruciales que le discours de la pureté (autochtone) tend pourtant à évacuer. L'exemple des casinos montre bien que les autochtones ont appris, et vite, à être des gestionnaires comme les autres – bons, mauvais, doués, incapables, rigoureux, malhonnêtes... Doit-on voir dans cette aptitude une forme de métissage ? Ou une manifestation de l'universalité ? Ou les deux ?

En 2005, les Shinnecocks de Long Island réclament devant les tribunaux la restitution de 1 440 hectares, dont l'ultra-célèbre club de golf de Shinnecock Hills et quelques résidences somptueuses de millionnaires installés sur le front de mer (Washington Post 2005 ; News From Indian Country 2005b). À moins que, ainsi va leur proposition, la municipalité n'autorise les Shinnecocks à construire un casino au-dessus de Peconic Bay – ce qui est hors de question, a fait répondre la municipalité, soutenue par ses administrés. La bataille est ouverte et les Shinnecocks peuvent de leur côté compter sur l'aide de quelques puissants financiers, dont Michael Imitch, propriétaire des Tigres de Detroit, la célèbre équipe de baseball.

Avant la conquête, les Shinnecocks et les Montauketts vivaient le long des immenses plages, au bord des marais et sur les hautes falaises de Long Island (Washington Post 2005 ; News from Indian Country 2005b). En 1640, des colons anglais leur achetèrent un premier terrain, suivi de bien d'autres, jusqu'à ce qu'en 1859, un arrangement frauduleux entre des investisseurs américains et une vingtaine de Shinnecocks aboutisse à ce que la nation appelle la Grande Dépossession. Malgré ses protestations auprès du parlement à Albany, il ne resta plus à la nation qu'une réserve de 320 hectares, où vivent aujourd'hui 600 Shinnecocks.

Voici plus de vingt-cinq ans que celle-ci a demandé au Bureau of Indian Affairs de lui accorder le statut de nation fédérale. Mais, pour obtenir ce dernier, elle doit établir la généalogie de chacun des membres installés dans la réserve, et les pièces nécessaires font bien souvent défaut. Enfin, une coalition de riches habitants de Long Island, soutenue par des personnalités politiques comme Hillary Rodham Clinton, est décidée à faire échouer le projet shinnecock au nom de la défense de l'environnement.

Ce conflit se situe dans le sillage du développement de casinos à grands

rendements en terre indienne, développement qui a déclenché une série de métamorphoses dans la relation entre les Autochtones et les Autres. Ainsi, de cet autre cas de figure, celui de six nations<sup>7</sup> propriétaires de casinos (ou en voie de l'être) et qui sont aujourd'hui impliquées dans un immense scandale à multiples entrées, dont l'organisation de contributions financières au parti républicain lors de la campagne présidentielle. Les acteurs les plus connus de ce scandale sont le lobbyist Jack Abramoff, représentant du Texas, et Tom DeLay, chef de la majorité républicaine de la Chambre (Washington Post 2004a, 2004b)<sup>8</sup>.

En 2002, Jack Abramoff et Michael Scanlon, le consultant en relations publiques, ainsi que Ralph Reed, ancien directeur exécutif de la Christian Coalition et président de la campagne pour la réélection de George W. Bush dans le sud des États-Unis, ont concocté la fermeture d'un casino indien (le Speaking Rock Casino des Tiguas, à El Paso, Texas). Ils ont ensuite promis à cette nation de faire adopter une loi en faveur de la réouverture de ce casino, moyennant 4,2 millions de dollars d'honoraires (et 300 000 dollars pour la campagne électorale). Les casinos n'ont jamais réouvert. Par suite de l'enquête menée par le Comité sénatorial des affaires indiennes, Reed a reconnu avoir reçu de l'équipe Abramoff/Scanlon quatre millions de dollars pour monter une campagne contre les casinos indiens et avoir été informé du fait qu'une partie de cet argent provenait du casino de la bande Mississippi des Choctaws. Selon le comité sénatorial, Abramoff et Scanlon ont touché 6,5 millions des 7,7 millions de dollars que ces derniers leur ont versés en honoraires. Pour le moins une surfacturation.

Avec cet argent, Jack Abramoff a créé de toutes pièces des groupes chrétiens fondamentalistes soi-disant opposés au jeu indien et a acheté du matériel pour une école de tireurs d'élite en Israël, dirigée par un de ses amis. Pour aider les Tiguas, en faillite en 2003, il leur a vendu une assurance sur la vie des aînés de la nation, dont le bénéficiaire serait l'école juive de Wheaton, qu'il venait de fonder. L'école paierait ensuite Abramoff. Les six nations concernées envoyaient l'argent (82 millions de dollars) à l'American International Center, fondation dirigée par un professeur de yoga et un maître-nageur. Aux Choctaws avait été promis un amendement qui les exempterait, au nom de la souveraineté

tribale, d'avoir à appliquer les lois du travail dans leur casino. Cet amendement a été repoussé en juin 2005<sup>9</sup>.

Aujourd'hui, 291 groupes autochtones ont déposé une demande de reconnaissance fédérale. Cette démarche coûte de plus en plus cher, en raison des enjeux. Aussi est-elle financée par des investisseurs qui guignent les revenus du jeu – plus de 10 millions de dollars depuis 1995 pour les Golden Hill Paugussetts du Connecticut, 4 millions de dollars pour les Nipmucs (New York Times 2004). Le Bureau des affaires indiennes joue un rôle déterminant dans l'attribution de cette reconnaissance, mais jusqu'à récemment son directeur était l'un des partenaires de Lakes Entertainment, une compagnie impliquée dans le jeu en terre indienne.

En somme, en terre indienne comme ailleurs aux États-Unis, les affaires vont bon train. Il s'agit pourtant là d'une nouveauté et celle-ci a le don d'indigner la plupart des Américains non indiens, et bien des Amérindiens. Comme si les Amérindiens devaient à tout jamais demeurer pauvres et fermés à ce qu'on qualifie de modernité – ici le développement du capital financier. On le sait, dès que les Amérindiens ne sont plus au-dessus de tout soupçon, leur cause est soudainement discréditée de fond en comble. Le tout au nom d'une histoire qui, de victimes de la conquête, devrait aujourd'hui faire d'eux des sages patentés, appointés et pauvres.

## Notes

1. Depuis le recensement de l'an 2000, le métissage est accepté dans la définition de l'origine. D'où qu'en 2000, le Bureau du recensement estime le nombre d'Amérindiens à 4,1 millions de personnes.
2. La Cour d'appel fédérale de San Francisco a en effet conclu que les nations qui s'opposaient aux investigations des chercheurs sur ce squelette au nom du NAGPRA n'avaient pas démontré que ces ossements étaient ceux d'un Amérindien.
3. Ben Nighthorse Campbell, seul sénateur amérindien, et sénateur depuis de très nombreuses années, a choisi de ne pas se représenter aux élections de novembre 2004.
4. En tout, onze nations, dont les Yukis, Wallakis, Nomlakis, Pomos, Pitt River, Konkows, Little Lake, les Grindstones Rancherisa et les Mechoopdas de Chico Rancheria.
5. Négociés en deux ans par le Gouverneur territorial Isaac Stevens, six traités

suffirent à faire l'affaire. Les Nisquallys – peuple du saumon –, qui vivaient le long de la rivière du même nom, furent consignés sur une maigre réserve, loin de l'eau. Leschi et son frère engagèrent alors la résistance.

6. Elle est composée de deux juges de la Cour suprême de l'État du Washington, deux juges d'appel, deux juges du comté et un juge tribal, qui ont eu accès à toutes les archives de l'affaire. Le travail a été préparé par des historiens, un conservateur de musée et un avocat.
7. Les Coushattas de Louisiane, la bande Mississippi des Choctaws, les Chippewas Saginaws du Michigan, la bande des Aguas Calientes des Cahuillas de Californie, les Tiguas d'Ysleta Del Sur d'El Paso, les Pueblos Sandias du Nouveau-Mexique.
8. En octobre 2005, Tom DeLay a été démis de sa fonction de chef de la majorité et inculpé de « conspiration » par un grand jury texan. Il est accusé d'avoir fait parvenir d'importantes sommes d'argent aux candidats républicains lors des élections à la chambre du Texas en 2002 ; il s'agissait de contributions financières illégales, émanant de grandes entreprises. Inculpé en décembre 2005, Jack Abramoff a décidé de plaider coupable, donc de donner des « précisions » sur toute l'affaire. DeLay a dû renoncer à rester « chef de la majorité » du Congrès, bien que le président des États-Unis ait affirmé qu'il croyait en son innocence.
9. Labor, Education, and Health and Human Services Appropriations Bill.

## Ouvrages cités

- LOS ANGELES TIMES, 2004a : « Indians Retrace Footsteps of Sorrow », 19 septembre.
- , 2004b : « Project Uncovers a 'Bridge Into the Past' », 25 décembre.
- NEW YORK TIMES, 2004 : « Would-Be Tribes Entice Investors », 29 mars.
- NEWS FROM INDIAN COUNTRY, 2005a : « Confederated Tribes Commemorate 150<sup>th</sup> Anniversary of 1855 Treaty », vol XIX, n° 12, 13 juin.
- , 2005b : « Shinnecock launch legal claim to Hampton lands », vol. XIX, n° 13, 27 juin.
- WASHINGTON POST, 2004a : « Gambling Interests Funded DeLay Trip », 13 mars.
- , 2004b : « Insiders Worked Both Sides of Gaming Issue », 30 septembre.
- , 2004c : « Bill Would Redefine Indian Tribe » 18 novembre.
- , 2005 : « Old Money and Old Grievances Clash in Haven of the Very Rich », 25 juin.